

« Chez Milquet, on sent de l'envie. Mais ça part dans tous les sens... »

ÉCOLE Barbara Trachte (Ecolo) analyse la première année de la ministre de l'Éducation

- ▶ La députée Ecolo reconnaît des qualités à Joëlle Milquet : son ambition pour l'école, son envie d'avancer...
- ▶ Mais elle pointe aussi des défauts.
- ▶ Et s'étonne de l'attitude du PS, qui « semble discret, désintéressé, même au parlement ».

ENTRETIEN

Joëlle Milquet (CDH) est ministre de l'Éducation depuis maintenant un an. Un regard sur cette première année de la législature avec Barbara Trachte, députée Ecolo.

Joëlle Milquet est à la manœuvre depuis un an. Que vous inspire son action ?

On avait beaucoup critiqué Marie-Dominique Simonet et Marie-Martine Schyns, qui l'ont précédée à l'enseignement. Elles étaient adeptes de la politique des petits pas avec des projets-pilote, certes intéressants, mais on était dans le « micro ». Ici, c'est le contraire. L'ambition est super-large. On sent de l'envie - en soi, c'est positif. Mais c'est une idée à la minute, ça part dans tous les sens. C'est un plan par-ci, un plan par-là. Au parlement, on a parfois la tête qui tourne ! Un exemple : elle parle un jour d'abaisser l'âge de l'obligation scolaire. C'est le boom médiatique. Et puis, plus rien. On est dans l'annonce et cela suit peu.

Il y a un cap, tout de même ? Elle entend les bonnes idées mais

de façon désordonnée. Mais il y a du positif : elle rencontre des gens, elle a envie d'avancer.

Le gros chantier, c'est le Pacte d'excellence, qu'elle veut conclure pour Pâques 2016, et qui doit repenser l'école.

Le document qu'elle a déposé pour introduire ce pacte nous a fait peur. Déjà le titre et toute cette sémantique sur l'excellence, la qualité, la performance... Elle y tenait un propos très managérial. Aujourd'hui, son discours est moins mauvais. Elle a enfin pris conscience que le problème qui ronge notre école est son caractère inégalitaire. Les acteurs ont réussi à la faire bouger. Maintenant, j'attends. Les acteurs ont déposé des propositions. Il va falloir trancher. Et je suis un peu inquiète. Je suis surprise par l'absence du PS. Le document

de lancement du Pacte d'excellence, comment a-t-il pu laisser passer ça ? C'était, je l'ai dit, managérial, avec les entreprises qui vont tout financer, etc. Et le PS est absent, absent du gouvernement...

Justement : il y a un personnage énorme devant vous, Joëlle Milquet, avec de gros portefeuilles - éducation, enfance, culture. Et les autres, on ne les entend pas, dites-vous ?

Non, à part

Jean-Claude Marcourt (PS), ministre de l'Enseignement supérieur. Quant au ministre-président Rudy Demotte (PS), il vient de Tournai une fois toutes les deux semaines pour répondre aux questions d'actualité...

Pourquoi ce déséquilibre PS-CDH dans la répartition des portefeuilles, selon vous ?

Le PS était pressé de faire ses majorités et était prêt à tout.

C'est sain, ce déséquilibre ?

Je ne pense pas. Les autres ministres n'ont quasi rien. Milquet est une force de la nature. Elle fait beaucoup elle-même - c'est impressionnant. Je ne suis pas dans son cabinet et je sais que ça ne passe pas super bien mais elle travaille beaucoup elle-même. Mais le déséquilibre, non, ce n'est pas bon. C'est une expérience qu'Ecolo tire de sa participation au pouvoir : quand des ministres n'ont rien à demander, parce qu'ils ont peu de compétences, ça ne fait pas l'affaire des ministres qui ont tout à demander parce qu'ils gèrent beaucoup. Sous l'ancienne législature, Ecolo gérait les bâtiments scolaires et demandait beaucoup, vu les écoles qu'il fallait créer. On avait besoin de budgets et c'était difficile. Et là, en plus, ce qui m'inquiète, c'est que le PS semble désintéressé, discret - même au parlement.

Revenons au Pacte d'excellence : les acteurs que Milquet a rassem-

blés pour conclure celui-ci ont commencé à déposer des propositions. Si vous deviez en retenir deux...

Investir dans l'enseignement maternel et mettre en place un vrai tronc commun allant de la maternelle à 14 ans, davantage si possible. Jusqu'à 14 ans, ou davantage, il faut imaginer une formation plus générale, plus polytechnique, plus artistique, y compris au primaire, de façon à

pouvoir, à 14 ou 16 ans, opérer un vrai choix. Ce continuum ne signifie pas forcément que tous les élèves feront la même chose. Une pédagogie active doit permettre d'individualiser les apprentissages.

Le défi, c'est que tous les enfants puissent avoir toutes les portes ouvertes devant eux. A 14 ans, le technique, le professionnel et le spécial accueillent des enfants qui ont été éjectés du général. Cela ne va pas.

Le redoublement coûte cher.

Doit-on le bannir ?

Interdire le redoublement, c'est la chose à ne pas faire. Le redoublement sert en réalité à créer des classes homogènes. Le fait est là : les enseignants ne sont pas outillés pour gérer des groupes hétérogènes. Des formations le permettent. Je crois aux pédagogies actives où les enseignants peuvent gérer un élève plus lent, en même temps qu'ils s'occupent d'un plus rapide. Si on interdit le redoublement, les écoles trouveront une échappatoire en faisant encore davantage ce qu'elles font aujourd'hui : dévier les élèves vers d'autres écoles, vers le spécial, etc.

Un mot sur les cours de religion/morale. On connaît l'accord PS-CDH : à terme, dans l'officiel, les élèves auront 1 heure de religion/morale et 1 heure de citoyenneté. Cela vous va ?

Oui - c'est dans notre programme. Mais on veut étendre le schéma au réseau libre.

Comment ? Peut-on lui imposer de modifier sa grille-horaire et lui imposer 1 heure de citoyenneté ?

Oui, on peut le faire ! ■

Propos recueillis par PIERRE BOUILLON

PORTRAIT**La nouvelle « Madame Enseignement » d'Ecolo**

Après Jacques Liesenborghs, Marcel Cheron, Jean-Marc Nollet ou Yves Reinkin, c'est désormais Barbara Trachte qui pilote le dossier enseignement au parlement de la Communauté française – un dossier prioritaire, pour les verts, historiquement très actifs sur le front scolaire. Barbara Trachte est née à Schaerbeek il y a 34 ans, d'un père belge et d'une mère rwandaise. Elle est diplômée en droit (de Saint-Louis et de l'ULB), formation qu'elle a complétée par le droit international. Après son stage de trois ans au barreau de Bruxelles, elle s'en va siéger au parlement bruxellois et s'y fait réélire en 2014.

Elle siège aussi au parlement de la Communauté française. Elle suit donc le dossier enseignement, en collaboration avec l'ex-ministre Philippe Henry, en charge, lui, de l'enseignement supérieur. Pourquoi avoir choisi ce dossier complexe, souvent si chaud ? *« L'envie. Et puis, mon intérêt pour la politique, le déclic, ce furent les mouvements de protestation des enseignants et des étudiants, dans les années 90. La boucle est bouclée »*, explique-t-elle.

Trachte n'est pas une va-t-en-guerre et livre une opposition nuancée. Et elle bouge : *« Suivre ce dossier, ça ne se limite pas à lire les documents législatifs, la presse, les rapports. Je visite des écoles, beaucoup. Tantôt pour approcher une pédagogie nouvelle, tantôt pour analyser un problème qui m'a été signalé par une locale. Je sors parce que je veux voir et entendre ce qui se passe sur le terrain, du Hainaut au fond du Luxembourg. »*